



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Session annuelle  
Rome, 10-14 juin 2019

---

Distribution: générale	Point 10 de l'ordre du jour
Date: 27 mai 2019	WFP/EB.A/2019/10-D
Original: anglais	Questions d'administration et de gestion
	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Point sur l'achat de produits alimentaires

### Étude statistique

1. En 2018, le PAM a acheté 3,6 millions de tonnes de produits alimentaires d'un montant de 1,6 milliard de dollars É.-U. Les produits ont été achetés dans 93 pays avec, en termes de valeur, 79 pour cent des produits provenant de pays en développement<sup>1</sup>, et les 21 pour cent restants de pays développés. Les quantités achetées en 2018 ont augmenté de 20 pour cent par rapport à 2017 et de 70 pour cent par rapport à 2013.
2. La principale raison de cette évolution a été l'augmentation des achats de céréales due essentiellement à l'intervention d'urgence de niveau 3 menée au Yémen. En 2018, huit interventions d'urgence de niveau 3 étaient menées par le PAM, qui ont représenté quelque 61 pour cent de la totalité des achats alimentaires, contre 48 pour cent en 2017.

---

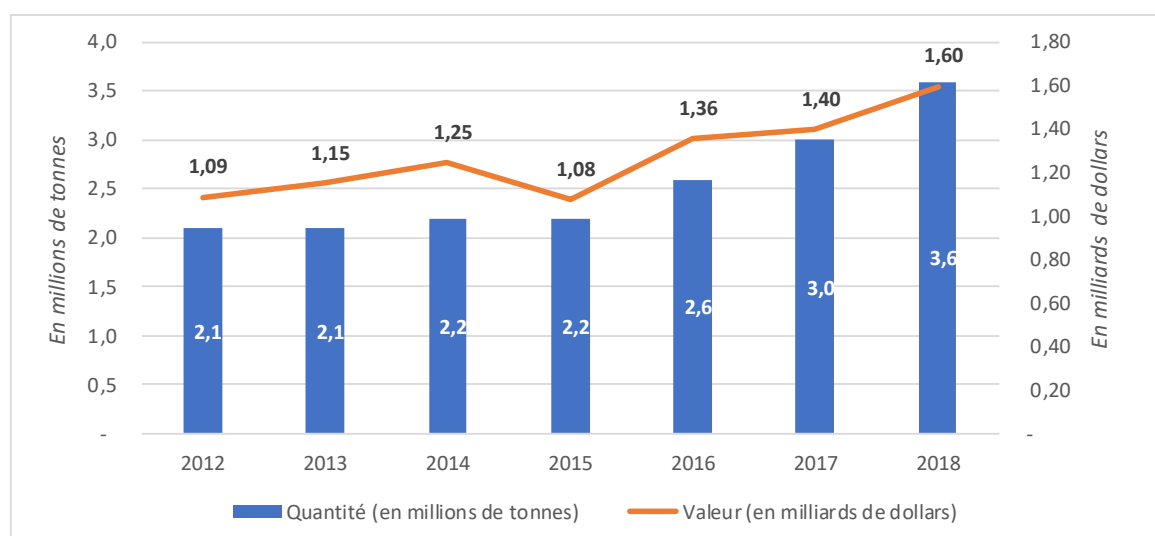
<sup>1</sup> Selon le classement des pays établi par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 32 pour cent de la quantité totale de produits alimentaires achetée provenaient des pays les moins avancés, 29 pour cent de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 15 pour cent de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

---

### Coordonnateur responsable:

M. J. Kern  
Directeur  
Division chargée de la chaîne d'approvisionnement  
tél.: 066513-2293

---

**Figure 1: Achats de produits alimentaires par le PAM (2012-2018)**

3. Le PAM dispose d'un réseau d'unités chargées des achats au Siège, dans les six bureaux régionaux et dans les 62 bureaux de pays, et a nommé des responsables de haut niveau dans les zones où les achats concernent d'importantes quantités de produits alimentaires. En 2018, la décentralisation de la fonction d'achat s'est poursuivie avec la prise en charge des achats internationaux de riz et de biscuits à haute teneur énergétique par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique. Les achats de maïs sur les marchés internationaux sont assurés par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, et les achats internationaux de barres à base de dattes par le Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe orientale et l'Asie centrale.

<b>TABLEAU 1: TOTAL DES ACHATS EFFECTUÉS EN 2018 PAR LE SIÈGE, LES BUREAUX RÉGIONAUX ET LES BUREAUX DE PAYS</b>				
<b>Bureaux responsables</b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Quantité (%)</b>	<b>Valeur (%)</b>
Siège	1 610 880	776 686 826	45	49
Bureaux de pays	1 155 897	514 868 133	32	32
Bureaux régionaux	821 734	307 934 267	23	19
<b>Total</b>	<b>3 588 511</b>	<b>1 599 489 226</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

4. En 2018, c'est le Service des achats de produits alimentaires au Siège qui a effectué l'achat de la plus grande quantité de vivres pour la valeur la plus élevée, à savoir plus de 1,6 million de tonnes de produits pour un montant de 776,7 millions de dollars, soit 45 pour cent de la quantité totale et 49 pour cent de la valeur totale des denrées alimentaires achetées par le PAM.
5. Les bureaux régionaux ont effectué 23 pour cent de la quantité totale et 19 pour cent de la valeur totale des achats. Le Bureau régional de Nairobi a été le deuxième plus gros acheteur, avec 11 pour cent de la quantité totale et 8 pour cent de la valeur totale des produits achetés. Les achats locaux ont progressé, leur part passant de 22 pour cent de la quantité totale en 2017 à 30 pour cent en 2018, principalement en raison de l'augmentation des achats locaux au Yémen.

6. Près de 50 pour cent des vivres (1,8 million de tonnes) ont été achetés dans des pays où le PAM mène actuellement des opérations. Les achats locaux ont été effectués dans des pays qui disposaient de stocks en excédent de manière à éviter toute perturbation des prix et de l'offre sur les marchés locaux. Il est estimé que, sur l'ensemble des denrées alimentaires achetées, 1,2 million de tonnes sont produites localement.

<b>TABLEAU 2A: 10 PRINCIPAUX BUREAUX ACHETEURS (EN QUANTITÉ)</b>		
<b>Bureau acheteur</b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>% de la quantité totale</b>
Siège	1 610 880	45
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est	380 981	11
Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	256 430	7
Yémen	252 671	7
Éthiopie	133 682	4
Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe orientale et l'Asie centrale	104 236	3
Nigéria	93 853	3
Soudan	87 337	2
Afghanistan	68 779	2
Ouganda	59 461	2
<b>Total pour ces 10 bureaux</b>	<b>3 048 310</b>	
<b>Total des achats en 2018</b>	<b>3 588 511</b>	

<b>TABLEAU 2B: 10 PRINCIPAUX BUREAUX ACHETEURS (EN VALEUR)</b>		
<b>Bureau acheteur</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>% de la valeur totale</b>
Siège	776 686 826	49
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est	120 756 036	8
Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	102 602 982	6
Yémen	100 219 839	6
Nigéria	46 139 709	3
Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe orientale et l'Asie centrale	43 046 642	3
République arabe syrienne	41 329 888	3
Éthiopie	38 083 042	2
République démocratique du Congo	35 827 361	2
Bangladesh	30 534 439	2
<b>Total pour ces 10 bureaux</b>	<b>1 335 226 763</b>	
<b>Total des achats en 2018</b>	<b>1 599 489 226</b>	

## Pays d'approvisionnement

7. La moindre disponibilité de sorgho au Soudan, et la progression des achats internationaux de légumes secs, de farine de blé et d'huile végétale effectués par le PAM en Turquie (essentiellement pour des opérations menées au Yémen) ont fait une fois encore de la Turquie le principal pays d'approvisionnement du point de vue tant de la valeur que de la quantité.

<b>TABLEAU 3: 15 PRINCIPAUX PAYS D'APPROVISIONNEMENT EN 2018, EN QUANTITÉ ET EN VALEUR</b>			
<b>Pays</b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Pays</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
Turquie	378 768	Turquie	169 292 737
Roumanie	254 000	Belgique	83 695 026
Ukraine	252 183	Indonésie	76 242 553
Ouganda	197 986	Yémen	75 318 940
Yémen	195 451	Ukraine	63 693 975
République-Unie de Tanzanie	171 529	Italie	63 077 870
Soudan	167 190	Éthiopie	57 700 011
Éthiopie	159 585	Roumanie	54 492 000
Indonésie	104 699	Ouganda	54 206 657
Belgique	103 980	Soudan	48 762 913
Viet Nam	97 936	Nigéria	46 139 709
Nigéria	93 853	Pakistan	43 338 439
Italie	91 380	République-Unie de Tanzanie	41 754 732
Afrique du Sud	88 558	France	41 419 106
Inde	83 719	Viet Nam	40 861 233
<b>Total pour ces 15 pays</b>	<b>2 440 816</b>	<b>Total pour ces 15 pays</b>	<b>959 995 903</b>
<b>Total des achats</b>	<b>3 588 511</b>	<b>Total des achats</b>	<b>1 599 489 226</b>

## Approvisionnement à l'échelle mondiale et efficience

8. Le Service des achats de produits alimentaires a enregistré des progrès s'agissant d'améliorer la souplesse, le rapport coût-efficacité et la fiabilité des achats effectués par le PAM. Les modalités d'achat et les stratégies d'approvisionnement novatrices appliquées aux produits alimentaires les plus importants ont été des outils essentiels qui ont permis de répondre à la demande croissante en 2018.
9. Le PAM s'est engagé à déterminer les moyens d'assurer une utilisation optimale des ressources. La mise en place d'accords de fourniture de produits alimentaires, de contrats différentiels et d'autres modalités a contribué à assurer au PAM des prix compétitifs sur le marché.
10. Sur la quantité totale de vivres achetée par le Siège en 2018, 23 pour cent ont fait l'objet d'un accord de fourniture de produits alimentaires, contre 14 pour cent en 2017. On a constaté

un recours plus fréquent à ce type de contrat dans le cadre des interventions d'urgence de niveau 3. Il y a eu davantage d'accords de fourniture de produits alimentaires conclus pour l'achat de suppléments nutritifs à base de lipides, ce qui a entraîné un rééquilibrage de la base d'approvisionnement et une réduction de la part du principal fournisseur, ramenée à 50 pour cent en 2018, contre 60 pour cent en 2017.

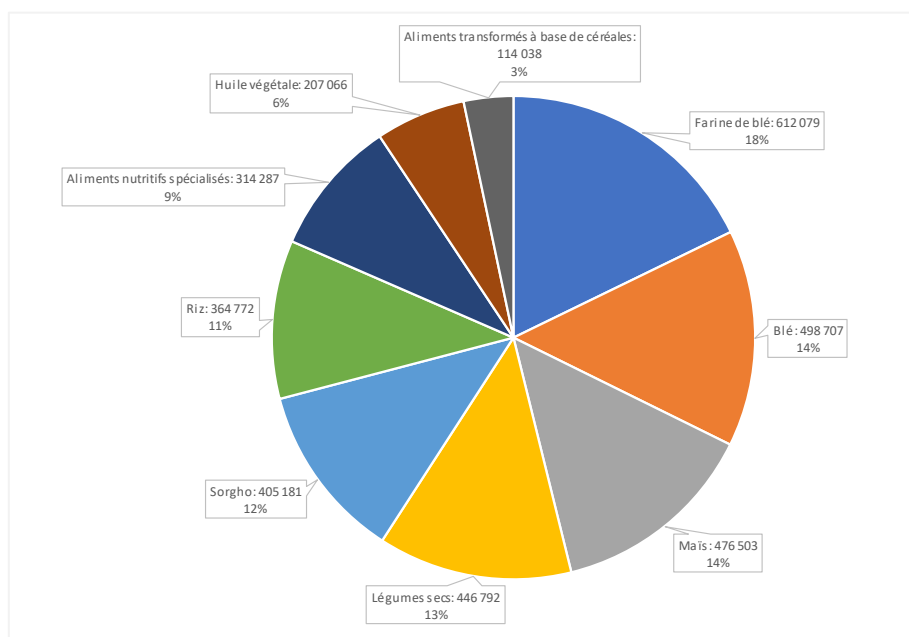
11. En 2018, le PAM s'est procuré 60 pour cent de l'huile végétale et 25 pour cent du sucre dont il avait besoin, dans le cadre de contrats différentiels. Le système de prix différenciés est employé pour fixer les prix des produits faisant l'objet d'un commerce qui sont cotés dans les Bourses de marchandises. Le prix que le PAM paiera pour un produit donné est directement lié au prix du produit sur le marché au moment où le PAM place une commande. De cette manière, il est assuré de toujours acheter les produits au prix du marché.
12. Ce type de contrat contribue à réduire le risque d'annulation et de défaillance et permet en outre aux fournisseurs de mieux planifier la production et les disponibilités.
13. Le Service des achats de produits alimentaires a prépositionné des stocks importants de divers produits pendant les périodes de récolte. Le prépositionnement signifie que l'on entrepose des vivres dans des lieux stratégiques, notamment dans des pays tels que le Soudan du Sud, où certaines zones sont difficiles à atteindre pendant la saison des pluies, afin de limiter le recours au transport aérien, particulièrement coûteux.
14. En 2018, 56 pour cent, en valeur, de l'ensemble des achats de produits alimentaires ont été effectués grâce au système de préfinancement du Mécanisme de gestion globale des vivres, ce qui a permis d'acquérir les denrées à des périodes et à des prix favorables (par exemple pendant les périodes de récolte) et de favoriser l'optimisation de la capacité de production des aliments transformés, atténuant ainsi le risque de capacités insuffisantes.

## Types de produits alimentaires achetés

<b>TABLEAU 4: VARIATIONS DES QUANTITÉS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ACHETÉS, ENTRE 2017 ET 2018</b>			
<b>Types de produits</b>	<b>Quantité de produits achetés en 2017 (en tonnes)</b>	<b>Quantité de produits achetés en 2018 (en tonnes)</b>	<b>Variation (en %)</b>
Farine de blé	278 778	612 079	120
Blé	390 463	498 707	28
Maïs	308 258	476 503	55
Légumes secs	344 220	446 792	30
Sorgho	613 306	405 181	-34
Riz	272 968	364 772	34
Aliments nutritifs spécialisés	292 334	314 287	8
Huile végétale	172 979	207 066	20
Aliments transformés à base de céréales	126 857	114 038	-10
Autres	95 582	76 483	-20
Colis familiaux	94 567	69 897	-26
Aliments en conserve	1 551	2 706	74
<b>Total</b>	<b>2 991 864</b>	<b>3 588 511</b>	<b>20</b>

15. En 2018, des produits agricoles tels que le maïs, le riz, le sorgho et le blé ont représenté 49 pour cent de la quantité totale de vivres achetée, soit une légère diminution par rapport à 2017 (53 pour cent).

**Figure 2: Principaux produits alimentaires achetés en 2018 (en tonnes)**



### Aliments nutritifs spécialisés

16. En 2018, la quantité d'aliments nutritifs spécialisés qui a été achetée s'est élevée à 314 287 tonnes (pour un montant de 305,4 millions de dollars). Ce chiffre correspond à une augmentation de 9 pour cent par rapport à 2017, établissant un nouveau record et représentant 19 pour cent de l'ensemble des achats de produits alimentaires effectués par le PAM, en termes de valeur.
17. Les 314 287 tonnes d'aliments nutritifs spécialisés achetées par le PAM étaient composées de 267 011 tonnes de SuperCereal et SuperCereal Plus, de 47 227 tonnes de suppléments nutritifs à base de lipides et de 49 tonnes de micronutriments en poudre.
18. Le prix moyen des aliments nutritifs spécialisés a baissé de 4 pour cent par rapport à 2017. Le prix du SuperCereal et du SuperCereal Plus est demeuré stable, mais le prix des suppléments nutritifs à base de lipides a reculé de 7 pour cent, essentiellement du fait que les fournisseurs ont baissé les prix en raison d'une concurrence plus importante et de l'établissement d'accords de fourniture de produits alimentaires.

### Céréales et farine

19. En 2017, une récolte de sorgho exceptionnelle au Soudan a permis au PAM d'acheter près de 430 000 tonnes de sorgho pour des opérations locales et des programmes menés dans les pays voisins. En 2018, il n'a acheté que 120 000 tonnes de sorgho au Soudan à cause des mauvaises conditions du marché.
20. En 2018, le PAM a acheté 330 000 tonnes de farine de blé de plus qu'en 2017. La quantité supplémentaire était destinée à l'opération d'urgence de niveau 3 menée au Yémen, qui a reçu 357 391 tonnes de farine de blé, soit 58 pour cent de la quantité totale achetée. Le reste a été acheté en vue d'opérations conduites en Afghanistan, dans l'État de Palestine et en République arabe syrienne.

21. En Afghanistan, les achats de farine de blé sont effectués dans le cadre d'accords de fourniture de produits alimentaires conclus avec des minoteries locales. Compte tenu des problèmes logistiques, le pays est divisé en trois régions et il est procédé à des achats séparés pour chacune d'entre elles. Le PAM paie des prix compétitifs et contribue au développement des opérateurs du secteur local de la meunerie et de l'enrichissement des aliments.
22. En 2018, les achats de blé en grains ont augmenté de 28 pour cent par rapport à 2017. Le Yémen en a été le principal bénéficiaire puisqu'il a reçu 90 pour cent de la quantité totale de blé achetée.
23. Les prix du blé ont augmenté de 10 à 20 pour cent fin 2017 et sont demeurés stables durant toute l'année 2018. Les récoltes dans la région de la mer Noire – l'une des principales régions d'approvisionnement du PAM – ont été bonnes, et la disponibilité de blé s'est maintenue tout au long de l'année. Les augmentations des cours sur le marché mondial résultaient des conditions peu favorables qui régnaient en Amérique du Nord.
24. La disponibilité du maïs blanc non génétiquement modifié que le PAM achète est davantage influencée par les conditions régionales sur le continent africain que par les marchés mondiaux. En 2018, la production de maïs blanc a été satisfaisante en Afrique de l'Est, avec une offre importante et des prix inférieurs à la moyenne, notamment en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.

### **Légumes secs**

25. En 2018, le PAM a enregistré une forte augmentation (30 pour cent) de la quantité de légumes secs achetée, qui a atteint 446 000 tonnes. En 2017, ce chiffre s'établissait à 344 000 tonnes. Les légumes secs constituent une source de protéines peu onéreuse et occupent une place centrale dans l'assortiment alimentaire proposé par le PAM.
26. En 2018, la disponibilité et les prix des légumes secs ont été satisfaisants, les prix de certains produits, notamment les pois chiches, enregistrant une baisse de plus de 40 pour cent. Cette tendance à la baisse devrait avoir une incidence à moyen terme sur les prix des pois chiches car, dans les principales régions de production, comme le Canada et les États-Unis d'Amérique, les agriculteurs remplacent cette culture par d'autres, notamment le colza et le coton. En conséquence, l'an prochain, l'offre de pois chiches sera moins importante, et leurs prix plus élevés.
27. Les prix des pois cassés jaunes et des lentilles ont aussi affiché une tendance à la baisse. Ces légumes secs ont été directement touchés par l'interdiction d'importation promulguée par l'Inde. Ce pays est le principal importateur et consommateur de légumes secs dans le monde, et l'interdiction a eu des répercussions sur les producteurs dans le monde entier. En conséquence, les stocks se sont accumulés dans les lieux d'origine et les producteurs et les commerçants ont vendu les deux produits au rabais. La tendance devrait se poursuivre en 2019.

### **Huile végétale**

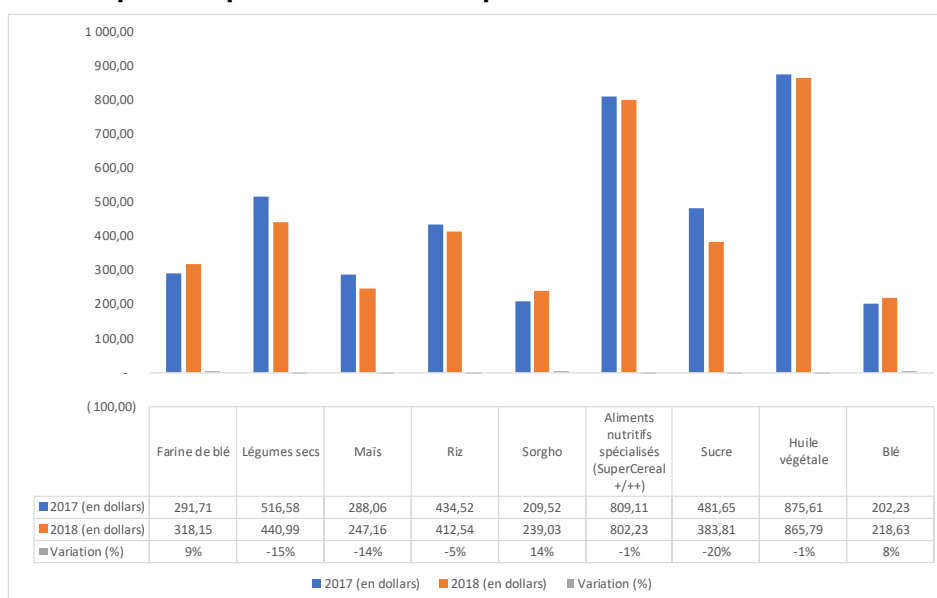
28. Fin 2018, le PAM a continué à développer l'achat d'huile de palme durable certifiée et a travaillé avec des fournisseurs à l'établissement d'une stratégie d'approvisionnement viable concernant cette option écologique. En 2018, le PAM a acheté 7 500 tonnes d'huile de palme certifiée, ce qui a représenté 7 pour cent de la quantité totale d'huile de palme achetée; l'objectif est de porter cette proportion à 20 pour cent d'ici à la fin de 2019. La disponibilité peut poser des problèmes, mais le PAM entrevoit des perspectives prometteuses pour 2020.

29. Les prix de l'huile de palme raffinée ont continué à baisser, principalement en raison de la chute des prix de l'huile de palme brute en Indonésie et en Malaisie, qui a été provoquée par l'accumulation des stocks, l'augmentation de la production et les faibles perspectives d'exportation. Tout au long de l'année 2018, le PAM a systématiquement acheté les deux types d'huile les moins chers – l'oléine de palme et l'huile de tournesol.

### Sucre

30. Les faibles niveaux pluriannuels et la tendance à la baisse des cours du sucre sur le marché mondial qui ont commencé à être observés en 2017 ont encore été d'actualité tout au long de 2018 en raison de la forte augmentation de la production de sucre dans les principales zones de production du Brésil, de l'Inde et de l'Union européenne, et du surplus mondial. En 2018, cette tendance, associée à l'utilisation des contrats différentiels, a permis au PAM de payer le sucre 20 pour cent de moins qu'en 2017.

**Figure 3: Prix moyens pondérés des produits alimentaires les plus fréquemment achetés par le PAM, en 2017 et 2018**



### Achats locaux et régionaux effectués auprès des petits exploitants agricoles

31. En 2018, plus de 54 000 tonnes de vivres, représentant une valeur totale de 31 millions de dollars, ont été achetées chez des petits producteurs. Les principaux produits achetés ont été le maïs et la farine de maïs (34 600 tonnes) ainsi que les légumes secs (13 500 tonnes), et les principaux pays d'approvisionnement ont été la République démocratique du Congo (14,7 millions de dollars), la Somalie (2,8 millions de dollars) et le Kenya (1,5 million de dollars).
32. En outre, le PAM s'emploie à mettre au point une méthode de traçage de la source de plus de 1 million de tonnes de produits agricoles achetés localement auprès de négociants opérant à moyenne ou à grande échelle. Compte tenu de la structure de la chaîne de valeur alimentaire dans les pays concernés, il est probable que la majorité de ces denrées sont produites par des petits exploitants agricoles. Le fait d'acheter les produits chez des petits agriculteurs peut permettre d'améliorer les moyens d'existence de ces derniers, et le PAM prévoit de contribuer à cette amélioration en développant ses "systèmes d'achat favorables aux petits exploitants agricoles".



33. L'intensification des achats effectués auprès de petits agriculteurs soulève plusieurs difficultés, s'agissant notamment de définir les mécanismes qui conviennent pour l'établissement de contrats et la fixation des prix, d'assurer la traçabilité tout au long de la chaîne de valeur, et de mieux connaître les organisations paysannes et les fournisseurs et coopératives favorables aux petits exploitants agricoles. Le PAM a continué d'appliquer des modalités contractuelles novatrices et d'ajuster les processus d'enregistrement internes.
34. De nouvelles modalités contractuelles favorables aux petits producteurs ont été expérimentées au Honduras, au Malawi, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie. L'expérience a été couronnée de succès, avec plus de 15 000 tonnes de produits alimentaires achetées dans ces pays.

### **Vue d'ensemble de l'aide d'urgence**

35. En 2018, le Service des achats de produits alimentaires a surmonté de nombreux problèmes logistiques et opérationnels pour se procurer les vivres dont les bénéficiaires du PAM avaient besoin. Les causes de ces problèmes allaient de l'insécurité aux préoccupations concernant la qualité des aliments, en passant par la médiocrité des infrastructures. Par exemple, au début de 2018, des perturbations dans les transports locaux en Zambie ont fait que les fournisseurs du PAM n'ont pas pu mobiliser des capacités logistiques suffisantes, ce qui a entraîné des retards dans la collecte des produits alimentaires destinés aux opérations menées en Afrique de l'Est. Après une intervention rapide du bureau de pays du PAM, du bureau régional et de la Division chargée de la chaîne d'approvisionnement au Siège, de nouvelles dispositions ont été prises pour assurer le transport et permettre la collecte des produits agricoles en temps voulu.
36. Le Service des achats de produits alimentaires a dû mobiliser toutes ses ressources pour faire face aux besoins des interventions d'urgence de niveau 3, en particulier au Yémen, qui a connu en 2018 la pire crise humanitaire d'origine humaine de la période récente. Le montant des financements et la quantité de produits alimentaires mobilisés pour l'opération menée au Yémen par le PAM ont augmenté de manière spectaculaire, avec plus de 1 million de tonnes de produits livrées en 2018, et des investissements importants ont été réalisés au Siège et sur le terrain. Le PAM a sensiblement augmenté ses achats locaux et a conclu des accords de fourniture de produits alimentaires avec des fournisseurs locaux pour la plupart des denrées qui figurent dans son assortiment alimentaire afin de diversifier sa stratégie d'approvisionnement et de réduire autant que possible le risque de rupture d'approvisionnement.
37. Dans différents contextes, des membres du personnel du Service des achats de produits alimentaires ont été déployés pour appuyer la conduite des achats au niveau local et international dans les 24 heures suivant le déclenchement d'une situation d'urgence. Les fournisseurs internationaux ont été mobilisés dans le cadre d'accords de fourniture de produits alimentaires ou d'autres types de contrats qui garantissent toute la souplesse nécessaire pour que les produits envoyés puissent être détournés des destinations initialement prévues dans le contrat, et des efforts sont actuellement consentis pour renforcer les capacités et raccourcir les délais afin de pouvoir faire face à une demande importante et volatile.

### **Audit et contrôle**

38. Un examen préventif d'intégrité relatif aux achats de produits alimentaires destinés à l'opération d'urgence dans la région syrienne, et des audits internes et externes des achats de vivres, a fait ressortir certains problèmes et domaines à haut risque dans les processus d'achat de produits alimentaires, notamment en ce qui concerne les accords contractuels et la gestion des fournisseurs.

39. Le Service des achats de produits alimentaires s'est attaqué aux causes sous-jacentes de ces constatations en renforçant les modalités, conditions et modèles types des contrats; en mettant à jour le Manuel pour l'achat de produits alimentaires et en publiant de nouvelles directives et de nouveaux mémorandums pendant l'année; en examinant et en actualisant les procédures concernant notamment la liquidation des dommages, l'approbation et l'examen relatifs au formulaire de parité à l'importation, les garanties d'exécution et les dispenses de mise en concurrence afin de corriger les problèmes dans les domaines à haut risque et de renforcer la séparation des tâches, du contrôle et de l'obligation redditionnelle; en publiant un mémorandum d'information énumérant tous les documents essentiels dans le cadre du processus d'achat de produits alimentaires – concernant les appels d'offres, l'établissement des contrats, les paiements et l'évaluation de la performance du fournisseur – de manière à faciliter la normalisation de l'enregistrement et de la conservation des documents relatifs aux achats, à des fins d'audit.
40. En 2017, une clause ayant trait aux conflits d'intérêts a été insérée dans tous les appels d'offres de portée internationale, et une version affinée a été mise au point en 2018 pour intégration progressive dans l'ensemble des documents d'appel d'offres et contrats du PAM.
41. À titre de garde-fou supplémentaire, en 2018, les membres du comité chargé des contrats d'achat ont été tenus de déclarer sur toute note décisionnelle relative à l'achat de produits alimentaires à laquelle ils avaient contribué qu'ils n'avaient pas de conflit d'intérêts ni d'intérêt financier ou personnel dans le cas visé par l'examen. Les membres ayant un conflit d'intérêts de ce type sont remplacés par des suppléants pour procéder aux examens concernés.
42. Tous les documents sont communiqués aux bureaux de pays, aux bureaux régionaux et aux unités du Siège et sont mis à disposition sur le site Web interne du PAM.
43. Tous les fournisseurs enregistrés sur la plateforme d'appel d'offres en ligne pour des produits alimentaires spécifiques doivent être invités à envoyer une proposition concernant les contrats pertinents. Dans des circonstances exceptionnelles, un fournisseur peut être exclu de la liste, mais l'exclusion doit être clairement justifiée par les documents voulus et faire l'objet d'un examen par le comité de gestion des fournisseurs.
44. Un module de formation visant à améliorer les connaissances et les compétences du personnel chargé des achats de produits alimentaires dans les bureaux régionaux, les bureaux de pays et les unités du Siège a été élaboré et adapté aux besoins de chaque bureau régional en matière de formation. Le déploiement du module de formation est prévu pour 2019.

## **Gestion de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments**

45. En 2018, l'Unité chargée de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments a conduit 23 audits relatifs à ces aspects dans 9 pays. Des activités visant à renforcer l'aptitude des fournisseurs à proposer des aliments nutritifs spécialisés ont été menées avec le Bureau régional pour l'Afrique australe, des membres du personnel de l'unité apportant une assistance technique à leurs collègues et aux fournisseurs du bureau régional et les conseillant.
46. Un protocole de gestion des incidents liés à la qualité des aliments, dont l'élaboration a été achevée en 2018, fournit à tous les membres du personnel de terrain des indications pour la manutention des produits alimentaires à haut risque, comme les aliments transformés. Une assistance technique relative à la gestion des contrats d'inspection a été fournie dans le cadre de l'établissement d'une base de données dans laquelle seront collectés les résultats des analyses de laboratoire. La base de données permettra l'enregistrement des informations concernant certains aspects spécifiques et facilitera l'analyse des tendances

dans le but de repérer les cas de performance insuffisante des fournisseurs et des sociétés d'inspection et de les corriger.

47. Le Service des achats de produits alimentaires et l'Unité chargée de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments ont trouvé de nouveaux fournisseurs de SuperCereal et SuperCereal Plus en raison de la capacité de production limitée des fournisseurs actuels du PAM et de l'intensification de l'opération menée au Yémen.
48. L'Unité chargée de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments a confié aux surintendants une nouvelle tâche dont l'objectif est d'atténuer les risques associés à l'introduction de nouveaux producteurs.
49. En 2018, le PAM a dispensé une formation sur l'analyse des risques aux points critiques, sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et sur l'intégrité du conditionnement, à l'intention de 258 membres du personnel dans 50 pays.
50. L'Unité chargée de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments a participé à la conception et à la mise en œuvre des plans stratégiques de pays en intégrant des activités relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments dans les descriptifs de projet de cinq bureaux de pays.